

L'accord UE-Mercosur : un deal au détriment du bien-être animal

L'engagement de l'UE en faveur du bien-être animal

Dans le cadre de sa stratégie "de la ferme à la table", l'UE va améliorer sa législation existante en matière de bien-être animal (sur l'abattage et le transport des animaux, par exemple). L'UE proposera également un label sur le [bien-être animal](#) pour les produits alimentaires.

L'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) ont conclu un [accord commercial](#) en 2019 pour échanger davantage, et dont le processus de ratification devrait bientôt débuter.

L'accord commercial augmentera les exportations d'animaux vivants et de produits animaux (bœuf, volaille, porc, viande de cheval) vers l'UE ainsi que les exportations européennes de produits laitiers vers le Mercosur.

Pour l'instant, l'accord n'exige pas des exportations du Mercosur qu'elles respectent toutes les règles de bien-être animal appliquée dans l'UE¹.

L'UE se concentrera seulement sur l'audit et la certification des abattoirs du Mercosur pour garantir [le respect des normes européennes](#). Sauf que, la manière dont les animaux sont élevés et transportés dans le Mercosur ne relève pas de la procédure d'audit et de certification de l'UE.

"Plus de 90 % des consommateurs européens veulent que les produits importés respectent des normes de bien-être animal équivalentes à celles appliquées dans l'UE"

d'après
[l'Eurobaromètre](#)

Un recul des normes sur le bien-être animal

Aujourd'hui, [les normes de bien-être animal](#) sont généralement plus faibles dans le Mercosur que dans l'UE. Dans le secteur brésilien de la volaille, par exemple, les normes de bien-être ne sont pas réglementées par la législation.

Par conséquent, l'accord commercial pourrait augmenter le nombre de produits entrant dans l'UE et présentant des normes moins strictes, avec le risque que les producteurs européens commencent à s'opposer à toute réglementation plus stricte en faveur de la protection des animaux, car craignant une [concurrence](#) inégale avec le Mercosur. Il n'y a d'ailleurs pas eu de nouvelle loi sur le bien-être animal dans l'UE [depuis 2012](#).

L'accord UE-Mercosur facilitera l'exportation de vaches et de volailles vivantes vers l'UE, ce qui suscite de graves inquiétudes quant à leurs conditions de transport.

1. https://www.eurogroupforanimals.org/sites/eurogroup/files/2020-11/2020_eurogroup_for_animals_mercosur_fr_0.pdf (pages 12 & 21). Une seule exception semble s'appliquer aux ovoproduits, dans laquelle l'UE aurait conditionné leur libéralisation au respect des normes européennes.



L'augmentation du nombre de fermes-usines dans le Mercosur

L'accord UE-Mercosur augmentera les exportations de viande bovine, ce qui entraînera la multiplication des [fermes-usines](#). Dans ces exploitations, les vaches sont confinées dans des parcs d'engraissement où elles sont nourries avec des céréales hautement concentrées. Leur régime alimentaire entraîne des maladies digestives et l'exposition à la poussière affecte les [voies respiratoires](#) des animaux.

L'accord augmentera également les exportations de volaille : **180,000 tonnes/an de poulet** seront autorisées à entrer sur le marché européen. Cela représente presque le double de la quantité de poulet du Mercosur vendue dans l'UE en [2018](#) et équivaut à la totalité de la [production](#) allemande ou française de viande de poulet. Au Brésil, les élevages de poulets sont souvent surpeuplés, avec une densité bien plus élevée que dans l'UE². Dans les élevages de porcs, les femelles sont élevées dans des caisses de gestation, séparées de leurs porcelets, une pratique interdite dans l'UE.

L'intensification de l'agriculture animale intensive, en plus d'être nuisible au bien-être des animaux, mène également à la résistance antimicrobienne, à la propagation des [zoonoses](#) (maladies animales transmissibles à l'homme) et à l'aggravation de la crise climatique.

Moins de forêts, moins d'animaux sauvages dans les pays du Mercosur

L'accord UE-Mercosur accélérera la déforestation de l'Amazonie et donc la disparition des écosystèmes. Les animaux sauvages sont largement touchés par cela.



Manuela Ripa



"L'amélioration du bien-être animal dans le contexte de l'accord UE-Mercosur est primordial pour réduire la souffrance animale, la perte de biodiversité et le risque de pandémies. Améliorer le bien-être animal contribue à rendre notre société plus résiliente."

Si nous prenons au sérieux la crise climatique, la résistance aux antimicrobiens, la réduction de la souffrance animale et la durabilité de nos systèmes alimentaires, nous ne pouvons pas soutenir l'accord UE-Mercosur. Nous devons interdire l'exportation d'animaux vivants, multiplier et améliorer les contrôles aux frontières de l'UE et garantir un plus grand nombre d'audits indépendants dans les pays du Mercosur. Sans cela, la certification des viandes et la protection des consommateurs seront sérieusement compromises.

L'accord menacera les normes en matière de bien-être animal et mettra en péril les ambitieuses valeurs et objectifs environnementaux et sociaux de l'UE. Nous devons agir maintenant pour empêcher ce dangereux accord ! Rejoignez-nous pour défendre nos engagements en matière de climat, de développement durable et de droits de l'homme.

2. La directive du Conseil de 2007 autorise 42 kg/m² mais seulement avec une dérogation et sous certaines conditions. 42 kg/m² est la norme couramment pratiquée au Brésil

Plus d'informations sur l'accord UE-Mercosur :

[Déforestation](#) | [Biodiversité](#) | [Agriculture](#) | [Santé](#) | [Droit humain](#) | [Pesticides et OGMs](#) | [Marchés publics](#)

Pour plus d'informations contactez : ischi.graus@europarl.europa.eu